

Nous vivons dans un monde où coexistent autant de réalités perçues distinctes qu'il y a d'individus. Ce n'est pas seulement que nos opinions diffèrent et que nous tirons des conclusions différentes de ce que nous percevons par nos sens et que nous saisissons par notre intellect; nos points de vue *sont* différents, au sens propre comme au sens figuré, car aucun d'entre nous ne partage exactement les mêmes expériences. Il en résulte inéluctablement une formidable diversité de convictions, de pensées et d'opinions.

Or, cette diversité, qu'on le veuille ou non, représente un péril social, car elle rend la discorde et les conflits inévitables étant donné que toute tentative de décider qui a raison et qui a tort ou de départager le vrai du faux fera inévitablement des gagnants et des perdants. Comment éviter que ces conflits ne fomentent la division en factions divergentes et mutuellement hostiles est un épineux problème que chaque société doit résoudre d'une manière ou d'une autre. De la solution choisie dépendent la paix, la prospérité et la cohésion sociale, mais aussi la structure de l'un des principaux systèmes sociaux : le système de production de connaissances.

Le système social de production de connaissances des démocraties capitalistes libérales est nécessairement vaste et complexe. Conséquemment, personne ne peut aspirer à en faire une description complète avec une infinie précision. Néanmoins, pour peu qu'on s'y applique, nous dit le journaliste américain Jonathan Rauch dans un essai ayant remporté à la fois un succès critique et public intitulé *Kindly Inquisitors: The New Attacks on Free Thought* (University of Chicago Press, 1993), il est possible de dégager certains principes fondamentaux. Dans cet ouvrage phare, Rauch décrit notamment ce qu'il estime être les deux pierres angulaires de ce qu'il nomme la *science libérale*.

La première règle est ce que le grand philosophe des sciences Karl Popper (1902-1994) a appelé le principe de réfutabilité : une affirmation est établie en tant que connaissance seulement si elle peut, en principe, être contredite par un test empirique et seulement dans la mesure où elle résiste aux tentatives systématiques de la réfuter. Contrairement à ce qu'on pourrait croire de prime abord, ce principe n'exige pas de nous que nous renoncions à la connaissance. Il impose toutefois de renoncer à la certitude.

La deuxième règle se veut un principe empirique : on ne peut soutenir qu'une affirmation a été établie en tant que connaissance que dans la mesure où la méthode utilisée pour la vérifier donne le même résultat, indépendamment de l'identité du vérificateur. Lorsque deux vérificateurs distincts obtiennent des résultats différents, les résultats de l'un ne prévalent pas sur ceux de l'autre; ils sont tout simplement considérés comme non probants.

Les deux règles susmentionnées comptent parmi les conventions sociales les plus abouties et les plus fécondes que l'humanité ait jamais édifiées. Elles concernent au premier chef les scientifiques, les intellectuels et les universitaires, mais elles ne concernent pas qu'eux, car elles procèdent d'une éthique – l'éthique de l'examen critique, de l'enquête libérale et du désaccord civilisé – qui sied à tout citoyen d'un État démocratique et que toutes nos institutions d'enseignement supérieur devraient viser à transmettre.

À la base de la posture épistémologique de Rauch se trouve une attitude d'humilité intellectuelle que l'on pourrait résumer ainsi : nous devons tous, à tout moment et à tous égards, envisager sérieusement la possibilité que l'on ait tort, que l'on soit dans l'erreur. Un autre corollaire important du principe de réfutabilité et du principe empirique susmentionnés est qu'une critique publique sincère est toujours légitime et, partant, aucune idée ou opinion ne devrait être à l'abri d'un examen critique. Ce dernier précepte, crucial pour comprendre la pensée de Jonathan Rauch, mérite qu'on s'y attarde davantage.

Au cours des dernières décennies, affirme l'essayiste, s'est imposée partout en occident l'idée attrayante voulant que la science libérale doive favoriser la sensibilité, la tolérance, l'estime de soi et le respect des opinions d'autrui. Cette impression, ajoute-t-il, est gravement mal fondée. En effet, la quête de la vérité et l'avancement des connaissances humaines requièrent parfois de voir nos sentiments être piétinés et exigent de nous que nous provoquions chez autrui de vives contrariétés, voire que nous infligions de profondes blessures d'amour-propre.

Il est après tout naturel se sentir fort embarrassé lorsque l'on doit se mettre à nu devant le tribunal de la communauté décentralisée de vérificateurs critiques et que l'on doit regarder, impuissants, nos idées et nos opinions être soupesées, scrutées à la loupe, examinées sous toutes les coutures et être cavalièrement soumises à l'épreuve des faits. Mais l'honnêteté intellectuelle et un sens de responsabilité et d'imputabilité commandent tout de même de se prêter au jeu de bonne foi et d'écouter attentivement – même si cela peut être vexant, blessant, accablant ou frustrant – les arguments émis par nos critiques, nos contradicteurs, voire

nos contempteurs. Bien entendu, si nos idées et nos opinions sont rejetées par consensus critique, on demeure libre de faire fi du verdict défavorable et, en vertu du droit à la liberté de conviction et à la liberté d'expression, de continuer d'y adhérer et d'en faire la promotion. En revanche, on n'est assurément pas en droit de s'attendre à ce que ces convictions jouissent du statut de *connaissance*, car, soutient Rauch, si la science libérale insiste absolument sur la liberté de conviction et d'expression, elle rejette absolument toute notion de *liberté de connaissance*.

Dans ses écrits, Rauch ne manque pas une occasion d'appuyer sur le fait que le libéralisme intellectuel n'est pas un égalitarisme intellectuel. On ne peut pas prétendre à la connaissance du simple fait que la communauté à laquelle on appartient a été historiquement marquée par la discrimination. Notre opinion ne mérite le respect, ajoute-t-il, que si elle résiste à une exposition prolongée aux rayonnements ionisants de la vérification critique publique, libre et décentralisée. C'est donc dire qu'elle n'a droit au respect que dans la mesure où elle gagne ses galons à l'épreuve des faits dans le cadre du jeu sans pitié de la science libérale. En outre, on ne peut prétendre à la connaissance que dans la mesure où notre opinion est généralement reconnue comme ayant mieux résisté que n'importe quelle opinion concurrente à la plupart des tests de choc haute intensité auxquels elle a été soumise.

Toute démarche visant à intimider les vérificateurs critiques potentiels (en les traitant par exemple de *racistes*, de *XYZ-phobes*, de *tenants de la suprématie blanche*, de *colonialistes*, ou de chantres du *patriarcat*), nous dit encore l'essayiste, se doit d'être détectée et reconnue pour ce qu'elle est : une tentative de substituer la puissance idéologico-politique à la méthode scientifique. La science libérale ne peut pas exercer de discipline si – par sensiblerie ou par intimidation et menaces de représailles – certaines doctrines, notions, théories, idées, opinions, ou idéologies, certains dogmes, concepts, mots ou paradigmes sont durablement mis à l'abri de l'examen et de l'expression intellectuelles libre et critique. Accorder un sauf-conduit à certaines idées, opinions ou théories a pour effet de désactiver le mécanisme de la science libérale permettant de marginaliser les idées boiteuses, non étayées, fausses ou complètement ridicules, et de peaufiner ou parachever les idées partiellement fondées. C'est alors tout le vaste système de production de connaissances qui risque de s'atrophier et de se scléroser.

Il est impératif de constamment garder en tête que nous aurons tôt ou tard (et plus tôt que tard), poursuit Rauch, à payer un lourd tribut si nous persistons à élever au rang d'impératif social et à inscrire dans le droit le principe humanitaire (inoffensif en apparence, voire admirable, puisqu'il prend racine dans les bonnes manières) selon lequel, d'une part, certains mots et certaines idées constituent une forme de violence et, d'autre part, qu'il est immoral et répréhensible de heurter la sensibilité d'autrui ou de blesser des gens par des paroles insuffisamment lisses, feutrées et aseptisées. De fait, un effet collatéral bien connu accompagne le souci de ne pas offenser : la montée de l'idée voulant que les personnes qui prétendent avoir été blessées ont droit à des excuses et, pour le bien de la société, les personnes qui ont commis l'offense doivent être appelées à se rétracter et doivent ensuite rendre des comptes devant le public, la justice ou tout autre forme d'autorité.

En somme, ce principe humanitaire conduit tout droit au verrouillage du débat public, à l'encadrement et la réglementation de nombreux domaines de l'existence par une bureaucratie tatillonne, à la censure et à l'autocensure préventive, à l'autoritarisme intellectuel et, à terme, à la criminalisation de la critique et au totalitarisme sans le goulag (pour le dire avec les mots d'un sociologue bien connu).

Il est essentiel de réaliser et de comprendre, nous dit enfin Rauch en se portant à la défense de la moralité de la science libérale, qu'embrasser les principes et préceptes de la doctrine humanitaire est intrinsèquement hautement préjudiciable à la liberté d'expression, à la liberté intellectuelle de rechercher des théories décrivant et expliquant la réalité, à la quête productive de la vérité et à la résolution pacifique des désaccords. Par voie de conséquence, les personnes qui se disent que les propos qui les bouleversent représentent une forme de harcèlement, d'intimidation ou de violence n'ont moralement droit à rien d'autre que cette réponse unique et uniforme : « Outre votre fierté blessée et vos sentiments agités, y a-t-il d'autres victimes? Non? Dans ce cas, c'est bien dommage que vous vous sentiez ainsi, mais vous vous en remettrez. »